

Questions orales

Je puis vous confirmer que nous faisons de notre mieux pour veiller aux intérêts du contribuable canadien et par ailleurs, qu'il nous faut encourager l'économie et l'autonomie sur le plan énergétique, ce qui intéresse une autre partie du budget, à laquelle les Canadiens réagissent fort bien.

Des voix: Bravo!

M. Rae: Monsieur l'Orateur, il est clair que ce budget devrait avoir pour sous-titre «nouveau merveilles des mathématiques». J'ai une question à poser au ministre des Finances. Comme il déclarait hier soir que la création d'emplois est indispensable, peut-il nous expliquer de façon aussi convaincante que dans sa première réponse comment il se fait que le gouvernement a jugé bon d'augmenter de 800 millions la charge des primes d'assurance-chômage, alors qu'il parle d'augmenter l'emploi? Comment cette augmentation cadre-t-elle—et il y a à Terre-Neuve une expression pour cela—avec l'intention manifeste par le gouvernement de créer des emplois?

M. Crosbie: Monsieur l'Orateur, je suis heureux que le député accepte ma réponse à sa première question, puisqu'il n'a pas posé de question supplémentaire. En ce qui concerne les emplois, si l'honorable représentant examine le budget, il verra que le nouveau programme de crédit d'impôt au titre de l'emploi va créer 100,000 emplois; que nous allons dépenser 150 millions de plus au titre des dépenses fiscales que l'opposition officielle l'an dernier, que nous allons également avoir un fonds spécial de 50 millions pour les projets de création d'emplois de l'est du Canada: Québec et provinces atlantiques; et que le budget tout entier travaille dans le sens de la création d'emplois, grâce à l'aide que nous allons accorder au moyen de la déduction du salaire du conjoint, aux petites entreprises non constituées en sociétés.

Il y a eu 400,000 entreprises au Canada qui peuvent en profiter, et 300,000 petites sociétés admissibles à notre caisse de développement des petites entreprises. Je pourrais poursuivre ainsi longtemps, c'est un budget de création d'emplois qui nous rapproche de notre potentiel.

Des voix: Bravo!

LES EXPORTATIONS SUPPLÉMENTAIRES DE GAZ NATUREL AUX ÉTATS-UNIS—LE COÛT DE REMPLACEMENT PAR CELUI DES RÉGIONS INEXPLOITÉES

M. Paul E. McRae (Thunder Bay-Atikokan): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances. La pièce de résistance de son budget d'hier soir, en tout cas la vedette au chapitre de la balance des paiements c'était ces 3.8 billions de pieds cubes de gaz à exporter aux États-Unis qui, suivant le ministre, vont rapporter 15 milliards et demi.

Comme le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a admis la semaine dernière que les réserves de gaz ordinaire seraient épuisées ou du moins dépassées par la demande dans 17 ans, le ministre peut-il me donner une idée du coût que la prochaine génération de Canadiens devra payer pour remplacer ce gaz par celui des régions inexploitées, qui sera beaucoup plus cher que celui que nous vendons maintenant.

[M. Crosbie.]

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je puis donner au député l'assurance que la prochaine génération de Canadiens va geler en pleine obscurité si nous n'adoptons pas les mesures que nous prenons en ce moment pour assurer l'autosuffisance énergétique du Canada.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Pour ce qui est des exportations de gaz naturel, elles ont été approuvées par l'Office national de l'énergie, qui est un organisme indépendant dont tous les membres ont été nommés par le dernier gouvernement, et qui a conclu, après avoir étudié cette question, que nous sommes en mesure d'exporter cet excédent. Ces exportations nous permettront de poursuivre la recherche et l'exploitation d'autres sources d'énergie pendant une bonne partie du XXI^e siècle, de sorte que le député n'a pas à s'inquiéter. Contrairement à son gouvernement, nous nous soucions de la prochaine génération.

Des voix: Bravo!

LA HAUSSE DU PRIX DU PÉTROLE—LES RÉPERCUSSIONS DÉSASTREUSES SUR LE PRIX DES ALIMENTS

Mlle Aileen Nicholson (Trinity): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné que, même avant la présentation du budget brutal d'hier soir, des représentants de l'industrie de l'alimentation et des consommateurs ont prédit hier, lors d'une conférence organisée par le ministère de l'Agriculture, une augmentation d'au moins 15 p. 100 des prix alimentaires en 1980, à cause des coûts du transport et de l'énergie et des taux d'intérêt élevés, pourcentage qui augmentera bientôt par suite de la hausse du prix du pétrole décrétée hier soir, et que le président de l'agglomération torontoise aurait dit aujourd'hui que la hausse du prix de pétrole entraînerait forcément une hausse des impôts fonciers, le ministre pourrait-il expliquer à la Chambre pourquoi on soutire des milliards de dollars aux consommateurs si on ne s'en sert pas pour financer des mesures d'économie d'énergie?

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, la valeur du dollar canadien et l'un des facteurs qui touchent le plus le prix des aliments. Les députés d'en face ont critiqué les mesures prises pour tâcher de maintenir la valeur du dollar canadien à son niveau actuel ou à peu près, afin que les prix alimentaires et ceux des autres biens que nous importons ne montent pas à cause de la différence entre notre monnaie et celle des États-Unis d'où nous importons la plupart de nos produits alimentaires. C'est une question qui nous inquiète. Nous nous préoccupons vivement de cette situation. C'est la politique énergétique du gouvernement visant à favoriser une économie d'énergie qui nous permettra de réduire le coût des produits alimentaires à l'avenir. Nous devons consentir à des privations à court terme pour nous ménager des avantages à long terme. C'est comme ça qu'il faut le prendre.

LES DÉPENSES DU CONSEIL DU TRÉSOR OCCASIONNÉES PAR LE BUDGET

L'hon. Robert K. Andras (Thunder Bay-Nipigon): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor qui s'est amusé récemment du nouveau surnom de «sabreur» que lui a valu, croit-il, le courage d'effectuer des compressions budgétaires et de personnel à tort et à travers.